



Conseil de sécurité de l'ONU
Réunion selon la formule Arria

**Peacebuilding and Sustaining Peace through Comprehensive Approaches –
Investment in People, including Empowerment of Women**

New York, le 22 Janvier 2024

Déclaration lue par
Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie le Japon, en tant que co-organisateur et co-parrain de cette réunion, ainsi que tous les intervenants pour leurs contributions. Cette discussion en début d'année arrive à point nommé pour soutenir les préparatifs et les réflexions en vue du Sommet de l'avenir. L'autonomisation des femmes joue un rôle central à cet égard. Cela va de soi : Les femmes doivent jouer un rôle central dans ces discussions.

Comme le souligne le Secrétaire général dans son Nouvel Agenda pour la paix, une prévention efficace des conflits nécessite des approches intégrées. Il réaffirme aussi ce qui est inscrit dans les deux résolutions sur la consolidation de la paix : il incombe aux États membres de construire et de pérenniser la paix au niveau national. Le Secrétaire général propose un outil concret à cette fin : l'élaboration de stratégies de prévention nationales et régionales.

La Suisse soutient cette recommandation. Nous aimerions répondre aux questions que vous, Madame la Présidente, avez posées pour cette réunion en réfléchissant aux bonnes pratiques et à un outil spécifique dont nous pouvons nous inspirer pour aller de l'avant : les plans - ou le plan - d'action nationaux sur l'agenda femmes, la paix et la sécurité (FPS).

Tout d'abord, l'élaboration de plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 s'est avérée être un moyen efficace pour traduire les engagements politiques internationaux en actions nationales. Depuis 2006, 107 pays ont adopté de tels plans. Dans ce cadre, la Suisse soutient, par exemple, des processus de dialogue inclusifs dans différents pays, comme en Colombie, au Népal et aux Philippines. Elle s'investit également au niveau national, y compris dans le réseau des Femmes suisses dans des processus de paix. L'élaboration de ces plans d'action nationaux permet aux États d'adopter une approche globale, à la fois verticale et horizontale. Selon notre propre expérience, ce processus rassemble un large éventail d'acteurs gouvernementaux qui collaborent à la fois à la conception et à la mise en œuvre du plan national. Dans la plupart des pays, la société civile est à l'origine de l'agenda et y joue un rôle crucial. Ces plans

d'action nationaux sont des outils concrets qui fonctionnent et sur lesquels les Etats membres devraient s'appuyer.

Deuxièmement, nous devons également tirer les leçons des défis posés par les plans d'actions nationaux. Bien que de nombreux pays publient des rapports sur leurs progrès sur une base volontaire, il n'existe pas de structure de rapport formelle et institutionnalisée. Toutefois, les Etats ont mis au point des outils novateurs pour promouvoir la coordination, le partage d'expériences et la responsabilité par le biais d'évaluations volontaires entre Etats. Un effort innovant a consisté à lier l'agenda femmes, paix et sécurité au mécanisme de rapport de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Autre exemple au niveau multilatéral, le réseau des points focaux FPS joue un rôle crucial dans le soutien à la mise en œuvre de l'agenda FPS et à l'échange d'informations.

Troisièmement, nous considérons que la Commission de consolidation de la paix (CCP) peut jouer un rôle clé dans la facilitation d'échanges et l'évaluation des pratiques entre Etats. Comme le recommande le Nouvel Agenda pour la paix, la création d'un mécanisme au sein de la CCP pour mobiliser le soutien politique et financier à la mise en œuvre de stratégies de prévention nationales peut combler une lacune importante. La CCP dispose d'un potentiel unique dans le domaine de la prévention, car elle rassemble différentes actrices et différents acteurs des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des institutions financières. En servant de plateforme pour l'échange d'expériences et d'expertise, la CCP pourrait ainsi soutenir les États dans leurs efforts nationaux de prévention des conflits et de la violence.

Alors que nous nous dirigeons vers la révision de l'architecture de consolidation de la paix pour 2025 et que nous préparons le Sommet de l'avenir, soyons plus concrets et ne considérons pas les réussites existantes comme des exceptions, mais utilisons-les comme sources d'inspiration.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mrs. President,

I would like to thank Japan, as co-organizer and co-sponsor of this meeting, and all the speakers for their contributions. This discussion at the beginning of the year comes at a good time to support the preparations and reflections for the Summit of the future. Women's empowerment plays a central role in this process. It goes without saying: women must play a central role in these discussions.

As the Secretary-General emphasizes in his New Agenda for Peace, effective conflict prevention requires comprehensive approaches. He also reaffirms what is enshrined in the twin resolutions on peacebuilding: it is the responsibility of member states to build and sustain peace at national level. The Secretary-General proposes a concrete tool to this end: the development of national and regional prevention strategies.

Switzerland supports this recommendation. We would like to respond to the questions you, Mrs. President, posed for this meeting by reflecting on good practices and a specific tool from which

we can draw inspiration to move forward: national action plans – or one plan – on the women, peace and security (WPS) agenda.

First and foremost, the development of national action plans for the implementation of Resolution 1325 has proven to be an effective means of translating international political commitments into national action. Since 2006, 107 countries have adopted such plans. In this context, Switzerland supports inclusive dialogue processes in countries such as Colombia, Nepal and the Philippines. It is also involved at national level, including in the Swiss Women in Peace Processes network. The development of these national action plans provides the blueprint for a truly global approach, both vertical and horizontal. In our own experience, this process brings together a wide range of governmental actors who collaborate on both the design and implementation of the national plan. In most countries, civil society is at the origin of the agenda and plays a crucial role. These national action plans are concrete tools that work, and which member states should build on, without duplicating existing structures.

Secondly, we also need to learn from the challenges posed by national action plans. Although many countries publish progress reports on a voluntary basis, there is no formal, institutionalized reporting structure. However, states have developed innovative tools to promote coordination, experience sharing and accountability through voluntary peer-reviews. One innovative effort has been to link the Women, Peace and Security agenda to the reporting mechanism of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. At the multilateral level, the network of WPS focal points plays a crucial role in supporting the implementation of the WPS agenda and the exchange of information.

Thirdly, and more generally, we believe that the Peacebuilding Commission (PBC) can play a key role in facilitating exchanges and assessing practices between states. As recommended in the New Agenda for Peace, the creation of a mechanism within the PBC to mobilize political and financial support for the implementation of national prevention strategies could fill an important gap. The PBC has a unique potential in the field of prevention, as it brings together different players from governments, civil society, the private sector and financial institutions. By serving as a platform for the exchange of experience and expertise, the PBC could support states in their national efforts to prevent conflict and violence.

As we move towards the revision of the peacebuilding architecture for 2025, and prepare for the Summit of the Future, let's be more concrete and not consider existing successes as exceptions, but use them as sources of inspiration.

Thank you.